

Pourquoi la pétaudière franco-allemande devient le danger majeur pour la survie de la zone euro et pour notre quotidien à tous



La rupture entre la France et l'Allemagne se consume davantage, de jour en jour. La vision de l'Allemagne qui veut que les réformes françaises ne vont pas assez loin se heurte à la notre qui l'accuse d'entraver la croissance globale en zone euro.

Avec Mathieu Bion
Avec Nicolas Goetzmann
Avec Christophe Bouillaud

L'histoire de l'Europe est faite de confrontations et de ruptures transitoires entre le couple de tous les possibles, le tandem franco-allemand. Que les leaders de ces deux grands pays s'entendent ou non, les politiques ont toujours eu du mal à converger symbiotiquement dans un timing parfait. **Reste que la présente rupture repose sur un contexte économique nouveau, celui de l'affaiblissement envers et contre tout de la zone euro.**

- Jusqu'à présent, les différends survenus entre les Etats membres de l'Union européenne trouvaient une résolution dans le compromis.
- L'Allemagne et la France représentent actuellement deux visions économiques incompatibles : le rigorisme germanique, avec une diminution des déficits, et le besoin de relance par l'investissement, soit des dépenses supplémentaires.
- Pour la première fois de son histoire, l'Europe est entravée par cette locomotive qui souhaite prendre deux directions différentes.
- Comme elle n'adhère pas de manière franche à une des visions, c'est l'Europe entière qui stagne, voire, suivant les derniers résultats économiques de la zone euro, qui commence à régresser.

Atlantico : Comment cet affrontement, qui peut parfois ressembler à une rupture, s'illustre-t-il au sein des institutions européennes ?

Mathieu Bion : On assiste à mon sens à une confrontation entre deux modes de pensée, deux visions insolubles. Une vision allemande très juridique, arc-boutée sur les textes et les pactes, et une allemande plus pragmatique qui dit que la politique doit jouer pleinement son rôle, être plus flexible au regard du contexte actuel. La situation économique allemande est globalement bonne, avec des déficits au plus bas, tandis que la notre peine à respecter les accords de Maastricht.

Sur les gros dossiers, comme l'union bancaire ou bien encore avec le rôle de la BCE, ou encore sur la flexibilité du Pacte, l'Allemagne base toutes ses positions, dont ses critiques, sur le cadre communautaire.

La compétition accrue entre les deux pays peut s'illustrer par l'attribution des postes à la Commission et au Parlement, où l'Allemagne s'est battue pour obtenir un nombre significatif de postes à responsabilité, allant de chefs de cabinet ou de commissaires. On assiste d'ailleurs au quotidien à un rapport de force disproportionné entre la France et l'Allemagne. **La France, dirigée par des membres du groupe socio-démocrate, est seule avec l'Italie.** Leur réunion précédent chaque sommet européen pour définir une vision politique et la faire valoir au niveau des chefs d'Etat pèse donc beaucoup moins lourd que l'Allemagne.

La sortie récente du commissaire Oettinger illustre bien cette confrontation. Aujourd'hui à l'économie numérique, ce dernier a pris l'initiative d'exprimer son avis sur les manquements de la France dans le respect des règles.

Nicolas Goetzmann: En quelques années, l'union européenne a effectivement changé de nature. Cet ensemble qui était basé sur une « saine » confrontation franco-allemande et dont l'objectif était de produire un intérêt général européen, est devenu une structure dominée essentiellement par l'Allemagne.

Cela se traduit en termes d'influence sur les postes distribués à la Commission, dans les cabinets, au Conseil Européen ou au Parlement, mais aussi en termes plus pragmatiques. **Sur le plan économique, la doctrine européenne repose aujourd'hui presque exclusivement sur les préceptes de l'ordolibéralisme allemand. Sur le plan de la politique étrangère c'est Frank-Walter Steinmeier (ministre allemand des affaires étrangères) qui est allé seul rendre visite à Vladimir Poutine la semaine dernière.** Ou encore le nouveau Commissaire Allemand Gunther Oettinger qui se permet d'insulter la France et ce, sans aucune conséquence pour le moment, dans une tribune publiée par le Financial Times...

De plus, la dynamique actuelle de l'Union est une ouverture à l'est: le 1^{er} janvier 2015 verra l'intégration de la Lituanie à la zone euro, après la Lettonie en 2014, l'Estonie en 2011, la Slovaquie en 2009, la Slovénie en 2007. L'Union bascule simplement à l'est, vers Berlin.

Pour autant, et des deux côtés du Rhin, les décisions contradictoires s'accumulent. En Allemagne, c'est le plan de relance et d'investissement qui est compromis par la sacro-sainte rigueur économique. Du côté français, le sommet de Milan au mois d'octobre pour relancer la croissance en Europe n'a pas été l'occasion pour François Hollande d'apporter une vision convaincante. Ces incohérences sont-elles dues à un contexte d'asphyxie intellectuelle et politique ?

Nicolas Goetzmann : Il y a quelque chose de fortement contradictoire depuis l'entrée en fonction de François Hollande. Dans le discours, la France se ferait le partisan de la relance et de la croissance et l'Allemagne serait la mère de l'austérité. **Mais dans les faits, François Hollande semble bien plus proche de la doctrine Merkel que de celle de la relance.**

Si l'« Europe de la croissance » est un concept qui a été répété de nombreuses fois par le Président, par contre dans les faits, c'est le vide total. Et il ne faut pas être naïf au point de croire que cette situation découlerait de la seule faiblesse de François Hollande. Non, **cette inaction face à la croissance est un choix, parce que François Hollande croit à cette politique de rigueur. Il ne va pas jusqu'au bout de la logique et échoue dans les résultats, mais rien d'autre n'est fait dans l'autre sens, ni même proposé. Et cette absence de choix est une décision politique en elle-même.**

L'Europe de la croissance, c'est pour le théâtre, pour les discours, mais pas dans la réalité politique. Et le sommet de Milan est en le plus parfait exemple. Il s'agissait de faire un vrai grand sommet sur l'emploi, la relance et la croissance. Le résultat a été un vide absolu, une totale absence de préparation pour un résultat nul. Une coquille vide destinée à habiller des discours.

De fait, l'absence de toute vision divergente de la part de la France fige la domination de l'Allemagne. Il n'y a plus de contradictoire et la France se retrouve avalée dans cette doctrine et cette pensée dominante. Il n'y a plus d'alternative.

Le rapport Pisany-Ferry, qui prône l'allègement du coût du travail, semble directement inspiré par les réformes qu'a connues l'Allemagne des années 2000 sous Gerard Schroeder. Pourtant, dans le contexte déflationniste actuel, baisser le coût du travail reviendrait à diminuer la consommation des ménages qui est moteur principal de l'économie française, et donc à accentuer cette déflation. Le reniement des arguments rationnels illustre-t-il une radicalisation du débat, où les arguments tiendraient davantage de l'idéologie ?

Nicolas Goetzmann : Le rapport qui sera présenté ce jeudi 27 novembre par Jean Pisani Ferry et Henrik Enderlein devrait être un modèle de pensée unique. Réduction du coût du travail en France, c'est-à-dire la poursuite de la bonne vieille tactique européenne de compression des salaires.

L'Allemagne a suivi cette voie dans les années 2000 avec le soutien de sa croissance par tous les autres pays de la zone euro, puis dans une sorte de folie collective, ce modèle a été imposé à tous alors qu'il n'y avait plus de croissance nulle part. **Evidemment, cette recette macroéconomique a conduit aux portes de la déflation. Ce qui est tout de même étonnant, c'est de constater que les dirigeants disent redouter la déflation tout en proposant de mettre en place des politiques parfaitement déflationnistes.**

Nous sommes passés dans une nouvelle phase en Europe, la réflexion n'a plus aucune place. Il ne reste plus qu'à s'appuyer sur des préjugés, sur la morale, sur la rigueur et à croiser les doigts. C'est un sentiment de rejet total de toute raison face à une crise qui est manifestement le fait de la zone euro. Le Royaume-Uni aura 3.5% de croissance cette année, sans l'euro. Est-ce vraiment le fruit du hasard alors que l'ensemble de la zone euro est à l'arrêt ? **L'Europe est à ce point malade que certains sont prêts à prétendre que la Grèce est à nouveau en croissance alors que le PIB du pays s'est effondré de 25% depuis 2007 et que le chômage est de 25.9%. Le niveau d'indécence est maximal.**

Mathieu Bion : La France, deuxième économie de la zone euro pourrait réussir à récupérer de l'influence en obtenant de réels résultats sur le front socio-économique. Mais en Europe, la majorité politique appartient aux chrétiens démocrates, pilotée par Angela Merkel.

A la fin, les deux pays savent qu'ils devront s'accorder sur une ligne, afin que chacun puisse y trouver son compte. Ils comprennent encore qu'ils sont condamnés à s'entendre. Nous sommes actuellement dans une période charnière, avec la fin de l'ère Barroso. **Juncker va piloter un rapport sur l'avenir politique de la zone euro (et une grosse partie sur la mise en place de réforme et de souplesse budgétaire). Ce dernier aura une très grande influence sur la gestion entre les deux visions.**

Quand les ministres français étaient à Berlin pour demander à l'Allemagne d'investir davantage, cette dernière a malgré tout mobilisé 10 milliards d'euros, faisant une croix sur son équilibre budgétaire pour 2014. La lutte contre la fraude fiscale, qu'on a pu voir avec l'affaire Luxleaks, montre qu'il reste des cartes à jouer. Pierre Moscovici à la commission joue le rôle de tampon, et apporte la voix de la vision européenne.

Cette mesure serait-elle vraiment bénéfique à l'ensemble de la zone euro ? Quelle en est la part idéologique dans le contexte actuel des choses ?

Nicolas Goetzmann : C'est une mesure purement idéologique parce qu'elle n'aboutirait à aucune amélioration de la situation économique de la zone euro mais elle conduirait à la satisfaction des pays du nord. **Le plaisir de voir la France « faire des efforts » doit être un spectacle dont la zone euro souhaite se délecter. Que ce soit efficace n'a finalement que peu d'importance car moralement il s'agit de « la seule chose à faire ».**

Il existe évidemment une alternative économique qui consiste à revitaliser l'ensemble de la zone euro en affectant un mandat de soutien à la croissance à la Banque centrale européenne. En agissant de la sorte, on soutient la demande, ce qui permet de baisser les dépenses publiques par rapport au PIB, cela permet de faire les « réformes de l'offre », et le tout en faisant baisser le chômage. Politiquement, cela est bien complexe à mettre en œuvre. Mais jusqu'à preuve du contraire, cela n'a même pas été essayé. Et ça, c'est le rôle de la France.

Historiquement, à quel moment a-t-on pu enregistrer une telle rupture entre les deux pays ? Quelles en ont été les conséquences ? Que donne un couple Franco-Allemand qui aurait calé pour l'Europe ?

Christophe Bouillaud : C'est sans doute la première fois, dans l'histoire de l'Europe d'après 1950, qu'un conflit politique de cette intensité entre la France et l'Allemagne se déclare. Il se constate tous les jours, de manière de plus en plus ouverte. Malgré tout, nous retombons surtout dans une incapacité des Français et des Allemands à coordonner une politique économique, ce qui nous renvoie aux années 1970-1980. **Les deux pays avaient pour habitude de se reprocher les politiques de relance qui n'étaient pas décidées au même moment. Cette absence de coordination, et cette difficulté à s'appuyer au même moment sur une relance économique, ne sont donc pas entièrement neuves.** Mais cette époque est également connue pour avoir été une période de très bonne entente entre les deux pays, entre Valéry Giscard D'Estaing et Helmut Schmitt par exemple. Il ne faut donc pas confondre une bonne entente entre les dirigeants, et la capacité entre les pays à accorder vraiment leurs violons.

Actuellement, chacun a une vision différente de la politique à mener. Une vision keynésienne à l'échelle de l'Europe du côté français, et une autre néo-classique du côté allemand, applicable à tous les pays membres. Et l'incapacité pour l'une ou l'autre de ces nations à envisager de se rallier pleinement au projet de l'autre amène à ce blocage. **Ce sont en effet deux visions de l'avenir de l'économie continentale qui s'opposent : une « grande économie » comparable aux Etats-Unis du côté français, une « petite économie » entièrement ouverte aux flux intercontinentaux comparable dans l'idéal à une super-Suisse ou une super-Suède du côté allemand.**

Comment expliquer que la décision par le compromis, comme cela s'est toujours constaté en cas de différend dans l'Union européenne, ne fonctionne pas cette fois ?

Christophe Bouillaud : C'est vrai qu'à l'époque de l'Euro-sclérose de la fin des années 1970-début des années 1980, il y avait le regret de ne pas réussir à poursuivre une politique économique commune. **Mais, dans l'absence d'une monnaie unique comme aujourd'hui, les Etats pouvaient se retrancher derrière des corrections de change pour corriger les écarts de trajectoire qui leur faisaient perdre de leur compétitivité.**

Si, aujourd'hui, le conflit est si grave, cela est directement imputable à l'euro qui empêche dans le cas présent la France de faire l'ajustement qu'elle devrait logiquement faire. Quand des économistes français disent qu'il faudrait baisser les salaires de 20 à 30% pour être de nouveau compétitif, c'est de l'ordre de l'infaisable du point de vue politique, ou, si on réussit à le faire, cela mène à une situation à la grecque avec un effondrement de l'économie. La même manœuvre avec une dévaluation était relativement indolore politiquement, socialement et économiquement dans les années 1960-1990. Comme on pouvait dévaluer, l'architecture de l'Europe entière n'était pas touchée par ces conflits liés à des désajustements de compétitivité. Certes, à cause des dévaluations/réévaluations, on faisait des marathons agricoles entre ministres de l'Agriculture de l'Europe des 6, puis des 9, pour discuter des « montants compensatoires monétaires ». Cela exaspérait le monde agricole, il manifestait à n'en plus finir, mais cela s'arrêtait là.

Aujourd'hui, pour ajuster les économies les unes aux autres, dans la zone Euro, il faudrait baisser les salaires de tous les salariés français, du haut en bas de l'échelle sans exceptions. Et cela avec un parti d'opposition eurosceptique à droite de l'échiquier politique qui a fait déjà 25% des voix aux Européennes...

Jusqu'où cet affrontement pourrait-il aller ? Pourrait-il porter atteinte à l'Union européenne dans son ensemble ?

Christophe Bouillaud : Les divergences actuelles laissent penser que les compromis entre la France et l'Allemagne s'apparenteraient à conduire une voiture en freinant et en accélérant à la fois, on imagine bien le problème qui en découle. Mais c'est un peu ce que l'on vit déjà en ce moment, et un tel scénario ne ferait que prolonger l'état de stagnation que l'Europe vit aujourd'hui. Dans le deuxième

cas, **il faudrait qu'un des deux camps finisse par céder. J'ai l'impression que cette deuxième voie est très difficilement envisageable. Dans le cas où la France céderait complètement aux demandes allemandes de « réformes structurelles » à la manière d'outre-Rhin, il faudrait que le gouvernement ait à la fois un mandat populaire plus important, et une popularité dans les sondages plus élevée.** Au contraire, je crois percevoir le fait que l'actuel gouvernement craint de prendre une décision – éventuellement anodine – qui mette le feu aux poudres. Il n'est que de voir avec quel empressement il a cédé aux routiers sur l'écotaxe.

Le seul élément qui pourrait changer la donne de cette relation franco-allemande, ce serait peut-être le cas où les marchés financiers s'affoleraient, ou celui où la production industrielle allemande s'écroulerait comme une pierre. Mais sinon, nous continuerons à avancer dans cette semi-stagnation, à hue et à dia, et cela d'autant plus que chaque camp dispose de ses propres arguments : l'Allemagne va montrer les exemples de pays qui sortent de la crise à coup d'austérité (Irlande, pays baltes, Royaume-Uni, etc.), la France va faire remarquer que la Chine s'en sort mieux que tout le monde à coup de relance ultra-massive, monétaire et budgétaire.

Il existe tout un ensemble d'exemples qui montrent à quel point les dirigeants allemands souhaitent que la France engage les mêmes réformes qu'elle a mené 10 ans plus tôt. Et c'est cette volonté, qui montre bien la méconnaissance des Allemands pour les paramètres de la société française. Par exemple, **les Allemands ont pu gérer la stagnation des salaires depuis 2000, mais c'était largement parce que les prix de l'immobilier dans le pays étaient bas, et donc les prix des loyers payés par ces mêmes salariés aussi.**

En France, pour que les salaires puissent stagner comme le défend Emmanuel Macron, en particulier dans les métropoles les plus productives (Paris, Lyon, etc.), il faudrait également que les prix de l'immobilier stagnent, afin d'assurer des loyers raisonnables. Le loyer est en effet là pour assurer la rentabilité du capital investi. Or nous voyons bien que c'est extrêmement difficile à imaginer en France, où de très nombreux ménages ont décidé de miser sur l'investissement foncier dans leurs projets de vie. Sans compter les répercussions sur le marché de la construction en France qui est déjà à un niveau réputé problématique.

Le lobby de l'immobilier vient d'obtenir toute une série de mesures pour maintenir la production de logements neufs et leurs prix à un niveau élevé. Imagine-t-on un gouvernement en France dire qu'une des conditions premières de la compétitivité du pays est un crash des prix de l'immobilier de 30 ou 40%, afin de faire en sorte qu'on puisse payer moins cher les salariés ensuite, puisque ceux-ci trouveront à se loger pas cher ? Ou alors un gouvernement quel qu'il soit d'ailleurs suggérer d'autoriser les salariés à vivre dans des campings à l'année pour faire des économies ou pour soulager le marché de la location ?

Nicolas Goetzmann : Encore une fois, il n'y pas réellement d'affrontement. En ne proposant aucune alternative crédible, François Hollande s'est vassalisé, non pas par faiblesse, mais par son vide de proposition. Il appartient à la France d'être une force de contreproposition, et c'est bien là l'échec du Président Français.

Sans opposition, cette logique peut dégénérer car la doctrine économique allemande va de plus en plus loin **La zone euro est proche de la récession pour la troisième fois en sept ans, et les allemands en sont encore à s'opposer à tout plan de relance monétaire européen. Le monde entier s'en est sorti ainsi mais les Européens persistent à croire qu'ils ont raison en faisant l'inverse et en n'ayant comme résultats que la stagnation et le chômage.**

Le niveau de déni est spectaculaire et la sanction pourrait provenir des urnes, notamment en Espagne avec Podemos, en Grèce avec Syriza etc...

Propos recueillis par Alexis Franco

A lire également, le nouveau livre de Nicolas Goetzmann : [Sortir l'Europe de la crise : le modèle japonais \(Atlantico éditions\)](#), 2013. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

